

Burundi : Le CNC dément le refus d'accréditation aux médias internationaux

@rib News, 26/11/2015 - Source Xinhua Le président du conseil national de la communication (CNC), Richard Giramahoro (photo), a démenti jeudi à Bujumbura les informations selon lesquelles les autorités auraient décidé de ne plus accorder d'accréditations aux médias internationaux désireux de couvrir l'actualité burundaise. "C'est faux et archifaux que certains réseaux sociaux aient propagé que le CNC ait refusé d'accorder des accréditations à des médias internationaux pour faciliter l'exécution d'un hypothétique génocide à huis-clos", a martelé M. Giramahoro dans un point de presse en marge d'une rencontre entre les responsables des médias burundais et une délégation du parlement panafricain.

Seulement, a-t-il ajouté, il est exigé à tout journaliste étranger souhaitant une accréditation pour couvrir l'actualité burundaise, d'être préalablement en ordre avec six documents. Il a cité l'ordre de mission, le passeport, le visa d'entrée, la carte de presse, deux photos passeport et un bordereau de versement de 300 dollars américains sur un compte du trésor public ouvert à la Banque de la République du Burundi (BRB). De son côté, le Pr Elamin Dafalla, chef d'une délégation du parlement panafricain qui vient de séjourner une semaine au Burundi pour des entretiens avec des représentants de diverses catégories socioprofessionnelles dont des représentants gouvernementaux, a demandé au CNC burundais "d'être un pont de la paix et de la concorde entre les médias locaux et internationaux pour convaincre les sceptiques sur la fausseté des informations faisant état d'un génocide en préparation". Le Burundi est secoué depuis fin avril 2015 par une crise politico-sécuritaire opposant des burundais contre le mandat présidentiel de l'actuel chef d'Etat burundais à l'élection présidentielle organisée en juillet dernier, à ceux qui y sont favorables. Pour mettre fin à cette crise, les instances internationales dont l'ONU et l'Union Africaine (UA) appellent à la reprise du dialogue politique inter-burundais sous l'égide du chef d'Etat ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, agissant sous le mandat de la communauté d'Afrique de l'Est (CAE) dont le Burundi fait partie.